

Sujets 2012-2013

Sujet 1

Les acteurs ont-ils une réelle influence sur les politiques publiques ?

En vous appuyant sur le cours, vous aborderez cette question en prenant soin de rendre compte du débat entre volontarisme et contraintes des acteurs impliqués dans les processus de politiques publiques.

Sujet 2

« Y a-t-il une marque distinctive de la présidence Sarkozy ? (...) Le premier constat est que la présidence n'a pas constitué une ligne de « rupture ». On compte certes des réformes importantes dans l'organisation administrative (mise en place de la RGPP, processus de fusion) dont les effets restent difficile à mesurer ; des dynamiques de changement inédite (avec le processus du grenelle en matière d'environnement), ou amplifiant considérablement les réformes passées (avec l'autonomie des universités), ont ainsi été impulsées. Cependant, dans de nombreux champs, les politiques publiques précédemment conduites ont été poursuivies (sécurité sociale, justice pénale, réformes policières). Dans d'autres domaines a dominé une logique prudente de changement incrémental afin de ne pas s'aliéner des relais électoraux puissants (les collectivités territoriales) ou de ne pas rompre avec les conventions informelles qui régissent le fonctionnement du régime (la réforme constitutionnelle). Dans d'autres secteurs encore, aux premiers signes de rupture a succédé un retour aux politiques antérieures, comme ce fut le cas pour la politique africaine ou, d'une certaine manière, pour la politique fiscale avec l'abandon des mesures phares du début du quinquennat. Certaines initiatives emblématiques (taxe carbone, Union pour la Méditerranée) ont été abandonnées ou reléguées en arrière-plan. C'est de ce point de vue un évidemment progressif de la singularité des propositions du candidat Sarkozy auquel on a assisté. Ceci nous conduit au deuxième constat majeur qui ressort de ces études : l'écart entre un discours volontariste, offensif et des changements substantiels réduits. Appel à la moralisation du capitalisme financier, demande d'un nouveau Brton Woods, annonces de réformes « historiques » du modèle français, fin de la Françafrique : tout ici incarne l'habituelle rhétorique emphatique et offensive du président qui contraste avec des réalisations partielles, des avancées prudentes ou des retraites précoces. »

Jacques de Maillard, Yves Surel, (dir) *Les politiques publiques sous Sarkozy*, Presses de Sciences Po, 2012

Quel lien existe-t-il entre les discours sur le changement et les changements de politique publique ? En vous appuyant sur cet extrait et sur le cours, vous vous intéresserez plus particulièrement aux différentes formes de changement présentes dans le texte et, pour chacune d'elles, à ses causes et à la place qu'occupent dans ce cas le discours.

Sujet 3

Que nous révèle l'affaire Florange sur les processus de production de l'action publique ?

En vous appuyant sur le cours et sur la revue de presse ci-jointe, vous vous intéresserez à la façon dont une pluralité d'acteurs différents, parfois en accords mais souvent en désaccords, agissent face à un problème complexe pour tenter d'imposer une solution.

D'ArcelorMittal à Pétroplus: les promesses de Montebourg... et leurs effets

990 mots, 27 septembre 2012, [La Tribune.fr](#)

Avec [ArcelorMittal](#), Arnaud Montebourg promet le "bras de fer". Un discours offensif prononcé ce jeudi lors de son déplacement à Florange en Moselle et qui vient s'ajouter à de nombreuses prises de position en faveur de l'emploi industriel. En mai, le ministre du Redressement productif avait ainsi fait "vœu de sauver les emplois qui peuvent l'être". Or dans ce domaine, les dossiers s'empilent sur le bureau du ministre depuis son entrée en fonction, le 17 mai. Etat des lieux avec quelques exemples. Le "bras de fer" [ArcelorMittal](#) L'engagement : "Nous sommes aujourd'hui dans un bras de fer qui commence et nous allons le mener ensemble", a déclaré Arnaud Montebourg ce jeudi, à Florange. Pour l'instant, le ministre du Redressement productif a mis en place une mission d'expertise pour évaluer la viabilité du site.

Pour mémoire, François Hollande, alors en pleine campagne présidentielle, avait promis lors d'un déplacement à Florange une loi visant à contraindre un industriel d'examiner les propositions de reprise au moment où il se désengage d'un site rentable. Par ailleurs, dans l'attente de la remise de ce rapport, le gouvernement demandait à l'entreprise "de ne procéder à aucune décision qui remettrait en cause la viabilité du site". Par ailleurs, à la mi-juillet, le ministre a fait une tournée européenne pour tenter de gagner à sa cause, notamment, les gouvernements du Luxembourg et de la Belgique, pays où [ArcelorMittal](#) a mis l'activité de plusieurs sites en suspens. Avec le ministre luxembourgeois de l'Economie, Etienne Schneider, il annonce des "actions communes" en Europe. A la fin du mois de juillet, le ministre revient à la charge. Il affirme son intention "d'engager un dialogue au plus haut niveau pour infléchir les décisions" du groupe sidérurgique [ArcelorMittal](#). Une rencontre est prévue à la mi-septembre pour examiner "la possibilité de légiférer" en matière de fermeture de sites industriels. L'effet : Pascal Faure a remis son rapport sur Florange le 27 juillet. Il évalue à 80 millions d'euros par an les investissements nécessaires pour assurer l'avenir du site pendant 5 ans et plaide pour une éventuelle reprise. De son côté, le [groupe ArcelorMittal](#) déclarait "réaffirmer son engagement vis-à-vis de la France qui reste un pays stratégique pour le groupe". Côté européen, pour l'heure, aucune action décisive n'a été entreprise pour limiter les pertes d'emplois sur les sites du groupe. Début septembre, [ArcelorMittal](#) annonçait le retrait d'un investissement qui devait concerner son usine liégeoise.

L'avenir opaque des hauts-fourneaux de Florange,

BOURBON Jean-Claude, 478 mots, 28 septembre 2012, [La Croix](#)

Le groupe sidérurgique devrait annoncer leur arrêt définitif. L'État veut négocier une reprise partielle du site. L'annonce officielle de la fermeture des deux hauts-fourneaux du site sidérurgique d'[ArcelorMittal](#) à Florange (Moselle), les derniers de Lorraine, à l'arrêt depuis juin et octobre 2011, devrait être faite lundi lors d'un comité central d'entreprise, consacré à « la situation économique et industrielle » du site. Ces hauts-fourneaux emploient 550 des 2 800 salariés du complexe sidérurgique. [ArcelorMittal](#) met en avant les problèmes de surcapacités d'acier en Europe, évaluée autour de 25 %, et son plan « d'optimisation des actifs », vise à arrêter les sites qu'il juge insuffisamment rentables. En juillet, seulement 16 hauts-fourneaux des 25 que compte le groupe en Europe étaient ainsi en fonctionnement, selon le directeur financier Aditya Mittal. Depuis trois semaines, les réunions se sont multipliées sur le dossier, à [Bercy](#) et à l'Élysée. Le gouvernement cherche à obtenir du groupe indien Mittal, propriétaire d'Arcelor, la cession de ces deux hauts-fourneaux de Florange. C'est ce qu'Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, est venu expliquer hier à Florange, aux salariés.

François Hollande, qui a reçu hier Lakshmi Mittal, Pdg d'[ArcelorMittal](#), avait promis, lors de la campagne présidentielle, une loi obligeant les grands groupes industriels à céder les usines qu'ils veulent fermer. Mais le texte est seulement en cours d'élaboration et ne pourra être voté au Parlement avant plusieurs semaines. Reste donc à trouver un terrain d'entente avec [ArcelorMittal](#) sur la cession de la « filière chaude » de Florange, c'est-à-dire les hauts-fourneaux et l'aciérie, sans que cela apparaisse comme une nationalisation du site. D'autant que le groupe ne veut pas se désengager de la partie du site qui fabrique des aciers spéciaux. « Le ton a changé et la négociation est très ouverte », souligne une source proche du dossier. En Belgique, [ArcelorMittal](#) vient pourtant de dire non à une demande similaire : il a annoncé en début de semaine qu'il ne céderait pas deux de ses hauts-fourneaux, eux aussi déjà arrêtés, comme le demandaient les syndicats qui veulent créer un petit sidérurgiste indépendant avec l'aide des pouvoirs publics. En juillet, un rapport rédigé par Pascal Faure, vice-président du conseil général de l'économie, à la demande du gouvernement, estimait que le site de Florange est « viable, rentable et fiable », à condition d'y investir entre 400 et 500 millions d'euros. La création d'un site pilote de captage et de stockage de CO2, dont le coût est évalué à 650 millions d'euros, est également évoquée. Mais l'Europe, qui devait apporter 200 millions, a refusé en juillet de s'y associer, faute de rentabilité suffisante. Depuis, les discussions se poursuivent à Bruxelles.

Hauts-fourneaux de Florange: la reprise de tous les dangers

Mathieu Magnaudeix Jade Lindgaard Simon Castel, 2505 mots, 28 septembre 2012, [Mediapart](#)

Jeudi à Florange (Moselle), Arnaud Montebourg avait la tête des mauvais jours. Et le regard noir de celui qui, une fois de plus, s'engage dans la bataille sans trop savoir où elle va le mener. Sur le perron de la mairie de Florange, le ministre du redressement productif s'est bien gardé de

confirmer ce que les salariés de Florange redoutent depuis quatorze mois : la fermeture définitive du “P3” et le “P6”, les deux derniers hauts-fourneaux de Lorraine, à l’arrêt depuis l’été 2011. Ils emploient au total plus d’un millier de personnes, sous-traitants compris. Mais le ministre a laissé entendre qu’il fallait s’attendre lundi, date d’un comité central de l’entreprise, à de très mauvaises nouvelles. « Nous avons répété, martelé que nous souhaitons le redémarrage des deux hauts-fourneaux. À l’évidence, il ne vous a pas échappé que ce souhait n’était nullement partagé par les actionnaires et la direction du groupe ArcelorMittal », a-t-il expliqué. ArcelorMittal (...) dira finalement lundi ce qu’il a décidé après ce mois de bras de fer. Il en portera seul la lourde responsabilité. » Difficile d’être plus explicite. Face aux salariés très remontés – certains l’ont hué – le ministre a bien confirmé que, depuis trois semaines, il discute avec la direction d’ArcelorMittal de l’avenir de Florange, comme l’indiquait jeudi Libération. « Nous avons commencé le dialogue le 30 août. Il s’est terminé cet après-midi. C’est la raison pour laquelle je n’ai pas pu venir plus tôt. Nous étions depuis un mois enfermés avec la direction d’ArcelorMittal. » « Un bras de fer très âpre », a-t-il confié en marge de sa visite, tandis qu’à l’Élysée, François Hollande recevait le PDG du groupe, le tycoon indien Lakshmi Mittal. L’exécutif entend donc montrer qu’il met la pression sur le leader mondial de l’acier. Mais pour quel résultat ?

Pour l’heure, rien de tangible. Arnaud Montebourg a bien posé plusieurs « exigences », au cas où Mittal confirmerait lundi sa décision de fermeture. La première est que la filière liquide de l’usine (les hauts-fourneaux, la cokerie, l’aciérie, etc.) puisse « faire l’objet d’une reprise par tout opérateur industriel intéressé ». Devant les élus et les syndicats, le ministre a néanmoins exclu toute « nationalisation ». « On va d’abord chercher un repreneur, après on prendra nos responsabilités », a dit le premier ministre Jean-Marc Ayrault, jeudi soir sur France-2. Deuxième « exigence » : que Mittal investisse « 150 millions d’euros » dans les activités qu’il conserverait – la finition des aciers et le “packaging”, ce qu’on appelle “le froid”. Sauf qu’après trois semaines de négociations, le gouvernement n’a pas obtenu grand-chose. Selon Arnaud Montebourg, Mittal a toutefois « fait la première concession qui consiste aujourd’hui à accepter une reprise là où il la refuse ailleurs ». À Liège (Belgique), Mittal refuse obstinément de céder son site dont il a récemment confirmé la fermeture, hauts-fourneaux compris. 2 800 emplois directs (13 000 en total) sont menacés. Les autorités wallonnes aimeraient récupérer l’usine pour la mettre en vente, mais Mittal ne veut rien entendre puisqu’il s’agit d’abord de réduire les capacités de production pour maintenir les cours mondiaux. Jeudi soir, le ministère du redressement productif laissait entendre que Mittal semble prêt à céder. Tout en renvoyant à lundi, date avant laquelle rien ne peut être annoncé, sous peine de court-circuiter les annonces aux salariés. Pas question pour **Bercy** de trop s’avancer, alors qu’avec le très madré Mittal, un retournement de dernière minute n’est jamais exclu. Selon le gouvernement, le milliardaire ne peut prendre le risque de rejouer en France le même coup qu’en Belgique. Jeudi, le ministre a donc haussé le ton en prenant l’opinion à témoin pour tenter d’orienter le « bras de fer » engagé avec Mittal à son avantage. « Les négociations sont terminées », « la bataille commence », a-t-il averti. « Je ne peux pas garantir la survie des hauts-fourneaux », a toutefois concédé Jean-Marc Ayrault sur France-2. Pour mettre la pression sur Mittal, Arnaud Montebourg a dégainé de sa poche l’arme législative. Le candidat Hollande avait en effet promis, pendant la campagne présidentielle, de faire voter une loi obligeant une multinationale à céder un site rentable qu’elle entendait fermer à un éventuel repreneur. C’est exactement la situation de Florange.

« **Nous ne sommes pas sûrs de réussir** ». Devant les salariés, Montebourg a indiqué que ce « projet de loi qui organise la reprise par voie de justice d’un site industriel viable », préparé depuis plusieurs mois par son équipe, était « prêt ». « Le texte est rédigé, il est sur mon bureau, il peut être discuté à tout moment par l’Assemblée nationale. » Pour ce texte jugé « acrobatique » par le gouvernement – mal ficelé, il pourrait contrevenir au droit de propriété –, Montebourg souhaite un projet de loi ministériel, juridiquement plus sécurisé qu’une proposition de loi (PPL) issue des rangs des députés socialistes. « Il y a plus de chances qu’une PPL soit passée au laminoir par le Conseil d’État, et on risque de perdre du temps », indique un membre de l’exécutif qui partage son point de vue. Jeudi soir, sur France-2, Jean-Marc Ayrault, qui a longtemps douté de l’efficacité et de la pertinence d’une telle loi, a pourtant annoncé le dépôt d’une proposition de loi préparée par le groupe socialiste dès la semaine prochaine. « Le gouvernement est prêt à l’inscrire à l’ordre du jour », a dit le premier ministre. Matignon souhaitait jusqu’ici que les partenaires sociaux trouvent un accord avant de le traduire dans la loi. De source gouvernementale, on indiquait néanmoins jeudi soir que les discussions entre syndicats et patronats pourraient être « accélérées » si besoin. « Si ArcelorMittal décidait lundi de ne pas faire repartir les hauts-fourneaux, le gouvernement a déjà donné instruction à ses mandataires qu’ils se tiennent prêts à rechercher un opérateur industriel durable et sérieux, qui ait un projet réaliste », a expliqué Arnaud Montebourg. Reste à savoir si Mittal acceptera de céder son site, alors que pour l’instant rien ne l’y oblige. Et s’il sera possible de trouver des repreneurs. « Nous ne sommes pas sûrs de réussir », a admis jeudi Arnaud Montebourg. D’autant que les projets “écologiques” sur lesquels pariaient les élus locaux pour relancer le site sont aujourd’hui quasiment enterrés, diminuant encore les chances de succès.

Un piège politique. À Florange et Hayange, le berceau de l’acier lorrain dans la vallée de la Fensch, tout le monde a un proche qui travaille pour ArcelorMittal. Les mines ont fermé depuis longtemps, l’emploi industriel a fondu depuis trente ans. Mais avec 2 700 emplois, auxquels il faut rajouter des centaines de sous-traitants, le géant mondial de l’acier reste le plus gros employeur dans le bassin de Thionville. La fermeture des derniers hauts-fourneaux solderait quasi définitivement le passé sidérurgique de la Lorraine. Et serait un séisme dans un bassin d’emploi déjà très mal en point. Un écueil de plus pour le gouvernement, confronté à une hausse historique du chômage et à de lourds plans sociaux très médiatisés (Doux, PSA, etc.). « Le gouvernement ne veut pas se retrouver à gérer un plan social de plus », a lancé Arnaud Montebourg.

Dans cette affaire, le gouvernement n'a que des coups à prendre. François Hollande s'est beaucoup engagé, se rendant plusieurs fois sur le site pour afficher son soutien. « On sera votre caillou dans la chaussure si vous ne faites rien », promettaient au printemps les syndicalistes de Florange aux élus socialistes en visite. Les salariés d'[ArcelorMittal](#) ont prouvé qu'ils savent mener la vie dure au pouvoir. Ces dernières années, Nicolas Sarkozy était devenu leur bête noire. L'ancien président de la République était accusé de ne rien faire pour Florange. Auparavant, il n'avait pas réussi, malgré ses promesses tonitruantes, à trouver un repreneur pour Gandrange, un autre site de l'empire Mittal, à quelques kilomètres de Florange. Jeudi, à l'issue de la rencontre avec le ministre du redressement productif, les syndicalistes se sont d'ailleurs montrés plutôt déçus. Certains auraient souhaité une nationalisation. « Avec 14 mois de colère, de combat, d'angoisse, on espérait mieux », a déploré Édouard Martin, de la CFDT. « On est très déçus. (...) Pourquoi ne pas parler de nationalisation ? » s'étonne Walter Brocoli (FO).

Trouver un repreneur : le casse-tête. Si Mittal accepte le principe de céder le site à un repreneur, s'il accepte également de céder la cokerie, encore faudra-t-il trouver un candidat. Jeudi, Montebourg s'est engagé à « contacter tous les aciéristes du monde disposant de projets industriels ». Plus facile à dire qu'à faire. Certes, le site de Florange dispose d'atouts, si on en croit le rapport commandé par Montebourg au Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGEJET). Selon cette étude rendue en juillet 2012, le site est « viable, fiable et rentable ». Les installations mosellanes permettent d'utiliser des minerais de moindre qualité, ce qui entraîne des économies. Lorsqu'il tournait à plein régime, en 2008, Florange était d'ailleurs le plus rentable des sites français du groupe. L'acier qui sort des hauts-fourneaux est d'excellente qualité, notamment grâce à un centre de recherches très performant. Enfin, Florange bénéficie d'une situation idéale, proche de ses plus gros clients de l'industrie automobile allemande et française ([BMW](#), [Volkswagen](#), Mercedes, Renault, PSA). Sauf que l'ampleur des investissements à réaliser risque de refroidir les éventuels candidats. Selon le CGEJET, « l'effort d'investissement d'[ArcelorMittal](#) à Florange a été jusqu'ici insuffisant pour assurer le renouvellement de l'outil de production ». La dernière rénovation du "P3" remonte à 1998, celle du "P6" date de 1996. Un investissement énorme, chiffré entre 450 et 600 millions d'euros sur cinq ans, est donc nécessaire. Une somme que seul un géant mondial de l'acier peut déboursier. Mais qui ? Les plus grands aciéristes mondiaux sont, à de rares exceptions près, issus des pays émergents. D'après le classement établi en 2011 par la [World Steel Association](#), six des dix premiers groupes mondiaux sont chinois. « Il est possible qu'un industriel international puisse être intéressé par cet outil, il y a quand même des grands groupes coréens, russes ou autres, qui souhaiteraient être implantés en Europe, et Florange pourrait servir de pont pour vendre de l'acier en Europe », plaide Édouard Martin (CFDT), cité par [lexpansion.fr](#). Reste à savoir s'ils se satisferont du coût de la main-d'œuvre en France, bien plus élevé que dans les pays émergents. Et s'ils acceptent d'investir dans un marché européen de l'acier déprimé et surcapacitaire – la production d'acier sur le continent a chuté de 16 % entre 2007 et 2011. Enfin, Mittal, même s'il consent finalement à céder les hauts-fourneaux et l'aciérie, semble bien décidé à conserver la cokerie, encore en activité – c'est l'endroit où l'on "cuit" le charbon, et donc la première étape de la fabrication de l'acier. La cokerie est pourtant essentielle pour crédibiliser tout projet de reprise. « La cession uniquement de l'usine à chaud est un non-sens... La spécificité de Florange, c'est le fait que ce soit un site intégré », de la production de l'acier au produit fini, estime Yves Fabbri, de la CGT, cité par l'AFP. Du reste, rien ne dit que la cohabitation serait simple entre [ArcelorMittal](#) et le repreneur.

« Ulcos », l'espoir enterré. En tout état de cause, le gouvernement semble avoir fait une croix sur le projet Ulcos (« Ultra Low Carbone Dioxide Steelmaking »). À Florange, Arnaud Montebourg n'en a pas parlé. Depuis des années, il représentait pourtant pour les salariés comme pour les collectivités locales une chance de viabiliser le site. Après avoir mis la main sur les sites européens d'Arcelor en 2006, le groupe Mittal semblait même prêt à jouer le jeu de ce programme inédit, censé réduire de 50 % la quantité de CO2 émise par la production d'acier. Ulcos est un projet de captage et de stockage géologique d'émissions de CO2. Porté par l'ensemble des sidérurgistes européens, il nécessite un investissement très lourd, de l'ordre de 650 millions d'euros, que l'Europe aurait pu financer à hauteur de 250 millions – de quoi payer l'implantation d'une station de captage de CO2 sur le haut-fourneau de Florange, ainsi qu'un système de conduite pour acheminer le gaz jusqu'à une station de stockage. Mais alors que la décision finale de financement de l'Union européenne est attendue fin 2012, les espoirs sont de plus en plus ténus. En juillet, la Commission a classé le projet en 8e position dans la file d'attente de ses financements, tout en annonçant ne vouloir en subventionner que trois... Pas très étonnant : le programme européen sollicité pour subventionner ce projet est financé par la vente de quotas émis sur le marché européen du carbone. Or la bourse du CO2 est en pleine déconfiture. Le 25 septembre, la tonne de carbone s'échangeait à 7,40 euros la tonne. Une misère, alors que certains la voyaient il n'y a pas si longtemps s'envoler bien au-dessus des 30 euros.

La direction d'ArcelorMittal confirme la fermeture définitive des hauts fourneaux du site de Florange

1074 mots, 2 octobre 2012, [La Correspondance Economique](#)

La direction d'[ArcelorMittal](#) confirme la fermeture définitive des hauts fourneaux du site de Florange La direction d'[ArcelorMittal](#) confirme la fermeture définitive des hauts fourneaux du site de Florange. L'avenir du site de Florange semblait au fil des mois de plus en plus inéluctable. Finalement, la direction d'[ArcelorMittal](#) a annoncé, lors d'un comité central d'entreprise (CCE), "un projet de fermeture définitive de la filière liquide de Florange et de concentrer ses efforts et ses investissements sur les activités aval du site". Ainsi la fin de l'activité des hauts fourneaux concernera 629 salariés (500 dans la filière liquide et 129 dans les fonctions support) sur les 2500 employés à Florange, situé en Moselle. S'engageant à mettre en œuvre un "dialogue social exemplaire", le groupe estime "possible d'éviter tout licenciement sec" avec des mesures de mobilité et en tenant compte de la pyramide des âges.

Dans cette optique, la direction du groupe sidérurgique a accepté, à la demande du gouvernement, un délai de 60 jours pour trouver un repreneur pour la filière liquide, en y incluant la cokerie, encore en activité. A charge désormais au gouvernement de trouver des repreneurs potentiels. Pour organiser cette recherche, le ministère du Redressement productif a confié cette mission à M. Pascal FAURE, vice-président du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, déjà auteur d'un rapport sur le site. L'agence française pour les investissements internationaux et le réseau diplomatique français s'y associeront, ajoute le communiqué de **Bercy**. Fort de son engagement, le ministre du Redressement productif Arnaud MONTEBOURG a assuré que le gouvernement serait "vigilant à ce qu'ArcelorMittal donne accès à toutes les informations" pour que la recherche d'un repreneur "ait les meilleures chances de réussir". Mais pas à n'importe quel prix.

Le ministre de l'Economie Pierre MOSCOVICI a souligné, en marge d'une visite au Mondial de l'Automobile, qu'il y avait "maintenant quelques semaines qui sont devant nous pour trouver un repreneur". Trouver un repreneur, "c'est un challenge, c'est une volonté, c'est la volonté du Président", a-t-il ajouté. "Nous allons aux côtés des ouvriers, aux côtés des travailleurs de Florange, tout faire pour que ce repreneur puisse être trouvé et être aussi extrêmement exigeants", a déclaré M. MOSCOVICI, assurant que "le gouvernement se bat auprès des travailleurs y compris dans des situations qui sont compliquées". Certes, le groupe a assuré qu'il ferait "tout ce qu'il faut pour faciliter le processus", mais il entend négocier seul le prix de vente de ses installations. "Dès qu'un candidat repreneur se présentera, nous aurons évidemment les échanges avec eux et nous négocierons entre acheteur et vendeur quel sera le prix de la vente", a ainsi affirmé sur LCI, M. Henri BLAFFART, vice-président d'ArcelorMittal Europe, excluant implicitement toute intervention étatique dans la fixation du prix des hauts-fourneaux. En revanche, une éventuelle reprise temporaire du site par l'Etat français ne fait "pas partie des hypothèses", a-t-il précisé. Les syndicats restent de toute manière pessimistes sur la reprise du site par un autre acteur économique. Sans la cokerie, il y avait "zéro chance de reprise", et avec, le taux passait à "0,1 % de chance", estimait hier M. Xavier LE COQ de CFE-CGC. Les syndicats ont également dénoncé vigoureusement le fait que la direction n'attende pas le délai de deux mois pour entamer les discussions sur un plan social, une réunion étant prévue dès le 16 octobre. "Ils voudraient ne pas perdre de temps, c'est-à-dire rentrer tout de suite dans un accord de méthode pour préparer le plan social", a dénoncé M. Norbert CIMA (FO). ArcelorMittal a fait savoir qu'il maintiendrait la cokerie en activité si aucun repreneur n'était trouvé. Mais les syndicats s'interrogent sur la pérennité de l'activité d'autant que la direction du groupe n'a annoncé aucune mesure d'investissements significative "pour pérenniser le reste du site", faisant redouter à terme "la mort complète de la sidérurgie lorraine", a observé M. Jean-Marc VECRIN (CFDT). Le groupe a simplement confirmé qu'il allait continuer à investir "de manière significative" à Florange, sans donner plus de précision. M. MONTEBOURG demandait au groupe d'injecter au moins 150 millions d'euros sur la partie du site qu'elle conserverait.

ArcelorMittal en perte d'exploitation au 1S dans les aciers plats Europe. Pour justifier sa décision, le groupe sidérurgique a une fois encore avancé des raisons économiques. Selon le groupe, sa division Aciers plats Europe (Flat Carbon Europe) a enregistré une perte d'exploitation de 340 millions d'euros au premier semestre 2012 alors qu'au deuxième semestre 2011 sa perte s'élevait déjà à 499 millions d'euros. Les investissements de la division se sont montés à 1 milliard de dollars en 2011. La division Flat Carbon Europe, qui comprend ArcelorMittal Atlantique et Lorraine dont fait partie le site de Florange, produit principalement de l'acier pour les secteurs de l'automobile, de l'industrie et de l'emballage. Or, ces trois secteurs ont été "très fortement touchés par la crise économique et la récession", a-t-il relevé. "Encore aujourd'hui, la demande européenne se situe toujours à environ 25 % en deçà de ses niveaux de 2007 et toute reprise économique devrait être lente", ajoute-t-il. "Nous avons maintenu une stratégie d'arrêt temporaire tant que nous pensions qu'il était possible de redémarrer cette phase liquide", mais "nous devons constater aujourd'hui qu'il y a une réelle surcapacité en Europe" et "nous devons donc adapter l'offre à la demande", a expliqué M. BLAFFART. Comme attendu (cf. CE d'hier), le groupe socialiste doit déposer dans la semaine une proposition de loi, permettant le rachat de sites aux industriels qui veulent s'en débarrasser. Le texte pourrait être voté d'ici la fin de l'année. Cette proposition de loi était une promesse du candidat François HOLLANDE. Lors d'un déplacement à Florange le 24 février 2012, il avait promis : "quand une grande firme ne veut plus d'une unité de production, mais ne veut pas non plus la céder, nous en ferions obligation pour que les repreneurs viennent et puissent donner une activité supplémentaire à cette entreprise".

Comment Montebourg veut faire plier Mittal ; 383 mots, 5 octobre 2012, La Lettre A

Le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, mise sur la mauvaise santé d'ArcelorMittal pour l'acculer à renégocier l'avenir de Florange. ArcelorMittal va très mal et cela arrange Arnaud Montebourg, qui veut jouer la montre pour contraindre le groupe à revenir à de meilleures dispositions lors de prochaines négociations. Objectif du ministre du redressement productif : obtenir du géant de l'acier qu'il cède un ensemble industriel plus cohérent, susceptible d'être repris par un autre aciériste. La filière à chaud du site de Florange que le leader mondial de l'acier veut stopper est invendable seule. Pour inverser le rapport de force, Arnaud Montebourg a décidé de convaincre banquiers et actionnaires du groupe que la stratégie de Lakshmi Mittal est mauvaise, et qu'il faut le pousser à reconsidérer le périmètre de cette cession.

Première critique : le sidérurgiste aurait été plus avisé de ralentir l'activité de plusieurs hauts fourneaux (Fos-sur-Mer, Dunkerque et Gand en Belgique) et ainsi sauvegarder Florange, comme l'ont fait les autres acteurs du marché en Europe. Pour **Bercy**, la décision de fermetures sauvages en Europe (dont Florange) est le signe de la fébrilité du groupe, dans une mauvaise passe financière. Ses chiffres sont au rouge : son résultat d'exploitation est en baisse par rapport à 2011 et ses bénéfices en chute de 62%. Sans compter son fort endettement (autour des 20 milliards d'euros) lié aux acquisitions de l'entreprise et un cours de Bourse au plus bas. Et cette situation n'ira pas en s'améliorant, vu la rentabilité chahutée de son secteur minier. Cette fragilité devrait inciter les créanciers à exiger de nouvelles cessions, compte glisser **Bercy** à

l'oreille des banquiers. A Florange, faut-il joindre Dunkerque ? Fos-sur-Mer ? Ces sites, réputés pour leur savoir-faire, rendraient l'offre compétitive. D'autant que le ministre garde un autre argument dans sa manche. Contrairement aux déclarations du sidérurgiste, l'atonie de la consommation d'acier en Europe est à modérer. "Le groupe parle d'une baisse d'environ 25% par rapport à 2007, année exceptionnelle. La chute est plus proche des 5 à 10% si on compare à une situation moyenne", estime un proche du dossier.

Comment Bercy se démène pour Florange

Emmanuel Egloff; eegloff@lefigaro.fr, 31 octobre 2012, [Le Figaro](#)

Le producteur d'acier russe [Severstal](#) est l'un des groupes intéressés par le dossier. Il reste toutefois de nombreuses étapes à franchir avant que le gouvernement puisse donner le nom d'un éventuel repreneur. INDUSTRIE Course contre la montre à **Bercy**. Lakshmi Mittal, le président et principal actionnaire d'[ArcelorMittal](#), a donné au gouvernement jusqu'au 1^{er} décembre pour recevoir une proposition ferme pour ses hauts-fourneaux de Florange. Après deux années d'arrêt « temporaire », le géant de l'acier a officialisé le 1^{er} octobre son intention de ne pas rallumer les deux hauts-fourneaux de Florange, les derniers de Lorraine. 550 salariés y sont employés. L'enjeu est aussi très politique, le gouvernement souhaitant éviter d'avoir à assumer une fermeture désastreuse en terme d'image.

À **Bercy**, une « task force » a été constituée dès le 1^{er} octobre au soir, quand les dirigeants d'[ArcelorMittal](#) ont officialisé leur intention de ne pas rallumer les hauts-fourneaux de Florange, mais autorisé le gouvernement français à leur chercher un acquéreur. « Le processus est classique dans le cadre d'une vente d'actif industriel, explique Pascal Faure, haut fonctionnaire chargé par le gouvernement de trouver cette perle rare. Le calendrier est cependant très tendu, car nous avons seulement deux mois pour réussir notre mission. » Un comité de pilotage a rapidement été mis en place. Il comprend notamment Pascal Faure, mais également Stéphane Israël, le directeur de cabinet d'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif particulièrement impliqué dans le dossier, et Hervé Bourrier, le président d'[ArcelorMittal](#) en France. Si le gouvernement a un peu forcé la main à l'industriel indien afin de le convaincre de mettre en vente ses hauts-fourneaux lorrains, ce dernier joue le jeu. « Les relations sont fair-play », se félicite Pascal Faure. De même, le gouvernement et [ArcelorMittal](#) ont choisi une seule et même banque d'affaires pour les conseiller sur le dossier. Le comité de pilotage se réunit d'une manière formelle une fois par semaine, mais ses membres peuvent être en contact « plusieurs fois par jour ». Et tout le monde est au courant de l'avancée de chaque dossier.

La première étape de ce contre-la-montre a consisté à identifier les repreneurs potentiels. « En quinze jours, plus d'une centaine d'industriels de l'acier ont été contactés dans le monde entier », précise Pascal Faure. De nombreux services de l'État - comme l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) ou les ambassades et leurs services économiques - ont été mobilisés. Le but était bien de trouver des industriels, car le gouvernement ne veut pas d'acteurs financiers, même si le ministère a expliqué que « le FSI pourrait intervenir au côté d'un projet de reprise industrielle solide ». Les entreprises désireuses d'aller plus loin dans le processus ont alors dû signer un accord de confidentialité, afin d'avoir accès à des documents plus précis. Mardi, le quotidien Les Échos a rapporté que le producteur d'acier russe [Severstal](#) était l'un de ces candidats. Officiellement, le ministère du redressement productif « ne confirme, ni infirme » l'information du quotidien économique, précisant tout de même que « plusieurs accords de confidentialité ont été signés ». À Moscou, l'intérêt réel de [Severstal](#) suscite le scepticisme. Ce qui n'a rien de contradictoire car les entreprises réellement intéressées devront signer une « lettre d'intention » afin d'avoir accès à la « data room », où se trouvent tous les documents techniques, juridiques et financiers permettant à un industriel de bâtir son plan de reprise. Aujourd'hui, aucun élément ne permet de penser que des entreprises ont franchi ce cap. Compte tenu de ce parcours d'obstacles et des conditions très difficiles pour le marché de l'acier en Europe, Arnaud Montebourg pourra revendiquer une vraie victoire s'il annonce le nom d'un repreneur le 1^{er} décembre prochain

Michel Sapin : "on n'est plus à une époque où on nationalise la sidérurgie", 174 mots, 23 novembre 2012, [La Tribune.fr](#)

Ça se dispute à **Bercy**. Michel Sapin, le ministre du Travail, a jugé vendredi à l'antenne de LCI que l'on "n'est plus dans une époque où on nationalise la sidérurgie". De la sorte, il s'est démarqué des propos d'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, qui avait évoqué "un contrôle public temporaire" du site industriel de Florange. Tempérer les propos d'Arnaud Montebourg "La bonne solution, c'est d'examiner les propositions faites par d'autres entreprises pour faire en sorte que [ArcelorMittal](#) accepte de vendre à pas cher (...) et de manière qui soit cohérente, de manière qui soit tenable", a expliqué Michel Sapin avant de tempérer les propos d'Arnaud Montebourg : "ce que voulait exprimer Arnaud Montebourg, c'est la volonté gouvernementale qu'il y ait une solution pour qu'on continue à faire fonctionner les hauts fourneaux, qu'on continue à fabriquer de l'acier".

François Hollande reçoit Lakshmi Mittal en pleine polémique sur Florange, SHARON WAJSBROT, 704 mots, 27 novembre 2012, [Les Echos](#)

Reçu à l'Élysée, Lakshmi Mittal se voit demander de mettre en vente son site de Florange, sous peine d'expropriation. Le groupe affirme avoir tenu ses promesses depuis sa fusion avec Arcelor en 2006. Piqué au vif par les menaces d'expropriation du ministre du Redressement productif, le PDG d'[ArcelorMittal](#), Lakshmi Mittal, revient à la table des négociations. Aujourd'hui, il devrait rencontrer François Hollande pour régler « le cas Florange ». Le débat s'annonce nettement plus corsé qu'il y a deux mois, lorsque les deux hommes s'étaient vus pour la première fois. Fin septembre, le géant de l'acier avait concédé à l'État la mise en vente de la filière chaude de Florange. Mais cette fois-ci, il semble peu enclin à céder à la demande de l'exécutif, qui exige la vente de l'intégralité du site. Mais pour lui forcer la main, l'État a brandi la menace de la nationalisation. Le géant de l'acier n'a pas tremblé. « Extrêmement choquée » par les propos d'Arnaud Montebourg, la famille

Mittal serre les rangs et entend faire valoir ses droits. « La possibilité juridique pour l'Etat de nationaliser reste encore à démontrer », souligne-t-on dans l'entourage du sidérurgiste.

Attaqué sur ses « promesses non tenues », [ArcelorMittal](#) cherche à donner des gages de sa bonne foi. L'ancien propriétaire des deux hauts-fourneaux lorrains, Arcelor, devait fermer ces installations à l'horizon 2010. L'arrivée de Mittal Steel a donc prolongé leur durée de vie de deux ans, avance-t-on au sein du groupe. Sur ses engagements d'investir en France, [ArcelorMittal](#) estime qu'au vu de la conjoncture, il était en droit de revoir ses priorités. En mars 2012, le géant de l'acier avait notamment promis d'investir 17 millions d'euros à Florange. Incertitude sur les repreneurs. Les propos d'Arnaud Montebourg n'ont toutefois pas surpris, « il a fait de même avec Philippe Varin, président du directoire de PSA », avance-t-on chez [ArcelorMittal](#). Hier, la présidente du Medef, Laurence Parisot, a appelé le ministre depuis la Chine pour l'alerter sur « la tentation de la nationalisation ». A **Bercy**, le malaise était aussi palpable après l'injonction du ministre. « Quand j'ai déclaré, nous ne voulons plus de Mittal en France, j'ai voulu dire que nous ne voulons plus des méthodes de Mittal », précisait Arnaud Montebourg hier (lire ci-dessous).

A Florange, l'option d'une « nationalisation temporaire » fait débat. Le gouvernement n'a toujours pas annoncé l'identité des deux repreneurs intéressés, sans lesquels l'exploitation du site n'est pas viable. « Nous n'avons aucune information sur leur solidité financière et l'Etat seul n'a pas de brevets, pas de réseau commercial pour produire de l'acier », a souligné Xavier Le Coq, du syndicat CFE-CGC-sidérurgie. L'Etat a ouvert une brèche dans la stratégie du sidérurgiste en le poussant à vendre l'amont de son site il y a deux mois. Si François Hollande n'obtient pas gain de cause, l'option de la nationalisation reste encore en suspens. En septembre, à la veille de la mise en vente des deux hauts-fourneaux, Arnaud Montebourg déclarait : « A chaque fois qu'on a nationalisé, l'Etat n'a pas été un très bon gestionnaire », avant d'ajouter « et il n'a pas d'argent non plus ». L'empire familial des Mittal. Père et fils conduisent le groupe, le premier est à la tête du conseil d'administration et directeur général, tandis que l'autre est directeur financier et responsable des aciers plats en Europe. Avec le rachat de l'américain International Steel Group, en 2004, [ArcelorMittal](#) se hisse au premier rang mondial dans la production d'acier, place qu'il ne quittera pas depuis lors. Mais les Mittal ne misent pas seulement sur l'acier. Avant la crise, la famille multipliait les investissements dans les mines et les actifs pétroliers, notamment au Canada et en Inde. Aujourd'hui, les Mittal poursuivent leur offensive. Ils viennent notamment de racheter des activités à [Lafarge](#) et à [Anglo American](#) pour environ 354 millions d'euros.

Arnaud Montebourg et la « grammaire des affaires »...1250 mots, 27 novembre 2012, La Tribune.fr

Ainsi donc en France, en 2012, un ministre, fut-il du « Redressement productif », peut s'affranchir des bornes de l'impuissance publique en menaçant un investisseur étranger d'un pays ami de l'exproprier (contre indemnisation, quand même) parce qu'il ne se plie pas aux conditions fixées par un de ses concurrents pour reprendre un site industriel menacé... Drôle de conception du droit de propriété, garanti par la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et drôle de vision de la concurrence dans un monde ouvert. Ironie de l'histoire, au moment même où Arnaud Montebourg lançait, dans les « Echos », sa violente charge contre Mittal -« Nous ne voulons plus de Mittal en France, parce qu'ils n'ont pas respecté la France »- sa collègue de Bercy, la ministre au commerce extérieur, Nicole Bricq publiait un communiqué tonitruant sobrement intitulé « Les investisseurs russes sont bienvenus en France » !

Piquant, lorsque l'on sait que parmi les candidats à la reprise du site de Florange, dans sa totalité, y compris la filière "aval", celle que Mittal considère comme « stratégique », figure le russe Severstal, principal concurrent de Mittal sur le marché mondial. L'idée séduit à gauche et les élus concernés (dont certains de droite), c'est normal. On l'aura compris, à force de mouliner, Arnaud Montebourg a fini par franchir le Rubicon. Avec sa nationalisation-sanction, on se croirait revenu en 1981, voire en 1946, quand l'Etat avait repris, avec de plus solides arguments historiques, le contrôle de la Régie Renault. Mais, puisque c'est d'une nationalisation temporaire qu'il s'agirait, pour céder le site de Florange à un nouvel investisseur, parlons plutôt d'une ingérence de l'Etat dans les affaires privées. L'idée séduit à gauche et les élus locaux concernés (dont certains d'opposition), c'est normal. Elle a des partisans à droite, notamment Thierry Breton, l'ancien ministre de l'Economie et des Finances, qui avait vainement tenté de s'opposer en 2006 à l'OPA de Mittal sur Arcelor, en invoquant ce qu'il appelait la « Grammaire des Affaires ». L'Etat n'étant plus actionnaire d'Arcelor, il s'était efforcé de faire signer au milliardaire anglo-indien installé à Londres une série d'engagements avec les parties prenantes de l'aciériste, Etat, collectivités locales et salariés. Parmi ceux-ci figurait la promesse de ne pas fermer les hauts-fourneaux de Gandrange et de Florange. Mais c'était compter sans la crise. Prudent, Mittal avait bien pris soin de préciser que cet engagement nécessitait « des perspectives favorables à moyen et long terme ». Or, le marché de l'acier s'est retourné depuis 2007, notamment avec la chute des ventes automobiles en Europe. Et la restructuration, inévitable et longtemps retardée, de la sidérurgie lorraine est revenue en boomerang à la figure de Nicolas Sarkozy puis de François Hollande. Arcelor avant Mittal prévoyait déjà de fermer Gandrange et Florange. C'est Mittal qui en subit les conséquences politiques. Bien sûr, le groupe Mittal n'est pas loin s'en faut un enfant de chœur. Son comportement évoque plus celui d'un investisseur financier sans états d'âme qu'un véritable industriel qui a une stratégie et un projet pour les pays où il a investi. Avec ses 20.000 emplois, ses 4,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires et ses 150 implantations, la France ne pèse que 7% sur l'échiquier du premier groupe mondial. Le gouvernement lui reproche à raison de n'avoir pas tenu les engagements pris lors de son OPA sur Arcelor-Mittal en 2006. Mais le risque d'une nationalisation même temporaire en vaut-il vraiment la chandelle ? Qu'est-ce qui garantit l'existence de repreneurs pour les hauts-fourneaux de Florange et sa pérennité dans un marché mondial de l'acier en surcapacités ? Le vrai faux repreneur libyen de Petroplus ne vient-il de s'évanouir dans les sables du désert. Quoi qu'on en pense, c'est le droit de Lakshmi Mittal de fermer ces usines. Même s'il a en partie adouci son propos ce lundi en déclarant qu'il ne visait que le site de Florange et pas la totalité des activités de Mittal en France, Arnaud Montebourg a-t-il mesuré les dégâts qu'il vient de faire pour l'attractivité de la France ? Quels que soient les torts du groupe Mittal, lui reprocher de vouloir rationaliser ses activités de hauts-fourneaux sur les sites de Fos et de Dunkerque, bien mieux placés pour des raisons géographiques évidentes, est une ingérence de l'Etat dans sa liberté de gestion.

Quoi qu'on en pense, c'est le droit de Lakshmi Mittal de fermer ces usines, tout comme cela a été le droit et la responsabilité des dirigeants de PSA-Peugeot-Citroën de fermer le site d'Aulnay, ou de Danone de fermer ses biscuiteries. D'ailleurs, sur Aulnay, Arnaud Montebourg n'a rien pu y faire, en dépit de ses attaques répétées contre la famille Peugeot. Comment justifier en gouvernance publique, un acte aussi fort qu'une nationalisation de la sidérurgie lorraine, sans immédiatement se voir appelé à faire de même pour toutes les industries en difficultés ? Pourquoi ce qui serait valable pour 650 salariés de Florange ne le serait-il pas pour 500 ouvriers de l'automobile (PSA) ? Pour 350 chercheurs en pharmacie (Sanofi) ? L'Etat va-t-il avec Montebourg sauver sur fonds publics toute l'économie française ? C'est peut-être le rêve secret du chevalier blanc du redressement productif, un rêve sympathique et populaire, mais en réalité populiste. Ce n'est évidemment pas possible, avec une dette publique qui se rapproche des 100% du PIB et les agences de notation en embuscade. Sauver PSA, à l'image de la nationalisation de General Motors par Obama (qui a d'ailleurs accepté une très dure restructuration du groupe automobile) ou bien une

banque comme le Royaume-Uni, pour éviter de faire sauter la planète financière, pourquoi pas. Mais sauver un haut-fourneau, aussi symbolique soit-il, entre-t-il vraiment dans la vocation de l'Etat en 2012 ? François Hollande ferait donc bien d'y réfléchir à deux fois avant de suivre son ministre du redressement productif. Enfin, quel investisseur étranger va prendre au sérieux un gouvernement qui changerait à ce point la grammaire des affaires en France ? Voilà un pays où l'on vous accueille à bras ouverts quand tout va bien mais où l'on vous conchie lorsque les affaires vont mal et qu'il faut restructurer une activité pour s'adapter à un changement durable de l'environnement économique. Ajouté à un environnement fiscal parmi les plus défavorable des pays développés, la France qui ne manque pourtant pas d'atouts, de par sa position géographique, la qualification et la productivité de sa main d'œuvre et la qualité de ses infrastructures publiques, va finir par faire fuir les meilleures volontés. François Hollande ferait donc bien d'y réfléchir à deux fois avant de suivre son ministre du redressement productif sur ce terrain. La méthode Montebourg qui sait à merveille se servir des médias pour faire parler de lui, pourrait bien finir par détruire plus d'emplois qui ne se créeront pas ou plus qu'il ne parviendra à en sauver, de guerre lasse, parce que l'Etat, sans aucune légitimité autre qu'un politique industrielle défensive, viendra se substituer à des investisseurs privés.

Arnaud Montebourg, Mittal hurlant, ELSA FREYSSENET, 1572 mots, 28 novembre 2012, [Les Echos.fr](http://LesEchos.fr)

Toujours au combat, parfois « excessif », le ministre du Redressement productif se félicite d'avoir ouvert le débat sur la nationalisation de Florange. Au risque de susciter des désillusions. « Qu'ils aillent à l'Elysée ! Très bien, bonne chance ! » En ce 23 novembre, attablé devant un plateau-repas, dos à la fenêtre de son bureau du troisième étage de l'Hôtel des ministres à Bercy, Arnaud Montebourg affiche une confiance à toute épreuve. On le presse de questions sur Florange, l'aciérie de Moselle dont il a envisagé, la veille au Sénat, « un contrôle public, même temporaire ». Et le temps s'accélère puisque son propriétaire, le géant de l'acier Lakshmi Mittal, pourrait bien arrêter définitivement samedi ses deux hauts-fourneaux, qu'il n'exploite plus depuis dix-huit mois. A huit jours de la date butoir, le ministre du Redressement productif soutient que deux industriels sont intéressés par la reprise du site, à condition qu'il soit vendu dans son intégralité - « Je ne peux pas donner les noms, vous serez surpris. » Puis sonne la charge : « Le problème, c'est Mittal », explique-t-il. Un propriétaire qui n'est « pas vendeur pour l'instant » et qui « n'a jamais tenu ses engagements » depuis sa fusion avec Arcelor en 2006. Au fil des échanges, on perçoit que « l'éventualité », évoquée la veille, d'une nationalisation « qui doit faire l'objet d'une étude sérieuse du gouvernement », a en fait été déjà travaillée par ses équipes, « testée » par le FSI et discutée avec François Hollande. Arnaud Montebourg a l'oeil pétillant de celui qui, se coltinant depuis des mois un dossier techniquement ardu, économiquement stratégique, socialement déchirant et politiquement symbolique, croit tenir le bon bout. Oui, mais voilà, un peu plus tôt dans la matinée, la direction d'ArcelorMittal s'est encore montrée inflexible : hors de question de céder l'ensemble du site de Florange et, si le gouvernement français s'avise de lui forcer la main... par voie de communiqué, le géant de l'acier met dans la balance « les 20.000 salariés » qu'il emploie en France. Alors Arnaud Montebourg se fait tranchant : « Nous ne voulons plus de Mittal en France parce qu'ils n'ont pas respecté la France. Il a désinvesti dans l'acier, il est parjure par rapport à ses engagements et il faudrait en plus qu'on le craigne, qu'on marche dans ses méthodes de chantage ! »

Le ministre souhaite que ses propos soient publiés. Ces derniers mois, il est allé rencontrer les autres gouvernements européens concernés par des restructurations du groupe. Il s'attendait au communiqué d'ArcelorMittal, il ne veut pas le laisser sans réponse, alors que se profile le rendez-vous de l'Elysée. Il tire à vue... Trop loin, sans doute.

La CGT « attend des actes ». A Florange, le délégué CFDT, Edouard Martin, applaudit : « Enfin un ministre qui a des c... ! » Mais, en privé, la CFE-CGC crie « au fou » tandis que la CGT « attend des actes ». A l'Elysée, on juge le propos « excessif ». Arnaud Montebourg corrige rapidement, mais la famille Mittal a déjà saisi l'occasion de donner des leçons de civilité à la France. Exactement ce que le ministre voulait éviter en instruisant pas à pas devant l'opinion publique le dossier à charge contre l'industriel. En une tirade guerrière, il a risqué de faire dérapier un débat -sur la « nationalisation transitoire » -qu'il avait lui-même imposé. Les blasés se sont dit qu'il n'était pas à un emportement près, les autres ont fait le gros dos. Car, cette fois-ci, sur la question d'une prise de contrôle publique temporaire, le ministre n'avait pas agi en franc-tireur. Il était au fait des rancœurs d'une partie de la droite -demeurée impuissante face à la fermeture de Gandrange -à l'égard de Mittal : il savait, pour avoir rencontré au moins un ancien ministre, qu'il pouvait tenter une alliance transpartisane. Thierry Breton, puis Jean-Louis Borloo et Henri Guaino soutiennent l'idée. « Il a su construire un rapport de force, parfois avec des excès », acquiesce-t-on, après coup, dans l'entourage du chef de l'Etat. Pour autant, jusqu'à ce que François Hollande inclue publiquement dans la « discussion » avec Lakshmi Mittal la nationalisation de Florange, mardi après-midi, l'entourage du ministre a croisé les doigts. Qu'allait dire le chef de l'Etat ? Avant d'évoquer cette hypothèse, Arnaud Montebourg l'avait bien sûr défendue à l'Elysée, mais François Hollande n'est pas homme à donner une autorisation explicite sur un sujet aussi sensible. Le ministre n'avait reçu qu'une « validation implicite », selon un proche du président. « Il n'y a pas eu d'autorisation, mais un laisser-faire, un laisser-dire et un laisser-agir », confirme-t-on au ministère. Et pour cause : François Hollande déteste se lier les mains et le fait même d'évoquer une « nationalisation transitoire » avait ses opposants au sein du gouvernement comme à l'Elysée. C'est faire courir un risque de contagion à d'autres entreprises et un risque d'image auprès des investisseurs étrangers, ont argué certains conseillers du chef de l'Etat. D'autres ont estimé, à l'inverse, que tout valait mieux qu'un aveu d'impuissance. « C'est toujours mieux que de dire : l'Etat ne peut pas tout. »

La fameuse phrase de Lionel Jospin face aux licenciements chez Michelin n'est pas seulement un souvenir traumatisant pour François Hollande et Arnaud Montebourg. Elle fait figure de contre-exemple. Et la chance du ministre est que le président joue aussi gros que lui à Florange. Les images du candidat PS à la présidentielle entouré de drapeaux syndicaux et s'adressant aux ouvriers du site, perché sur une camionnette, restent gravées dans les mémoires. Devenu chef de l'Etat, il doit prouver qu'il fait vraiment tout pour « maintenir l'emploi » à Florange, quitte à assumer une part de bluff. Et puis, au moment où l'électorat de gauche commence à douter, avoir un ministre qui guerroye contre un grand groupe n'est pas si inutile que cela. « L'objectif c'est l'emploi, mais si le fait de se battre pour Florange doit donner un signal positif à gauche, tant mieux. » A condition de réussir...

Une crédibilité en jeu. Pour Arnaud Montebourg, il en va désormais de sa crédibilité. Il a déjà essayé plusieurs revers dont un, cuisant, sur PSA. Après s'être élevé très vite, très fort contre les « dissimulations » de la famille Peugeot, il a dû en rabattre. « Je reconnais volontiers que, si j'avais eu connaissance de la réalité de l'entreprise, nous aurions été plus nuancés », confie-t-il aujourd'hui. Pourtant, en déclarant « ne plus vouloir de Mittal en France », le voilà qui réendosse les habits de « dénonciateur » de patrons dans lesquels il avait juré de ne plus se laisser enfermer. Etre surnommé le « Fouquier-Tinville des entreprises », même si c'est par la droite, n'aide pas quand on est ministre en charge de l'industrie. Devoir sillonner la France au chevet d'entreprises en difficulté, en pouvant au mieux limiter la casse est insuffisant. « Montebourg, c'est un canard qui tourne dans la cour d'une ferme. On lui a déjà coupé la tête, mais il n'est pas au courant », raillait en octobre l'UMP Xavier Bertrand. Certains socialistes n'en pensaient pas moins à l'époque. Dans les pourparlers gouvernementaux qui ont précédé la publication du

pacte de compétitivité, le ministre s'est donc activé pour peser, plaidant très tôt pour une baisse du coût du travail jusqu'à 2,5 SMIC. Il est loin d'avoir gagné tous les arbitrages, mais il a diversifié son image. « Je ne suis pas anti-patron, je suis pour la responsabilité des dirigeants d'entreprise. Il y a les patriotes et les autres », martèle-t-il. Côté patronat, on a commencé à se dire qu'il s'agissait plus chez lui de morale et de conscience nationale que de lutte des classes. Il « agit pour les entreprises parfois de manière assez énergique, parfois avec un goût pour l'intervention qui n'est pas toujours bien placé », a jugé en octobre Laurence Parisot. Arnaud Montebourg venait de poser en marinière « made in France » à la une d'un magazine. Cela a fait sourire, mais les ventes de la marque ArmorLux se sont envolées. « Il a su créer une communication positive sur la démondialisation », résume la députée PS Karine Berger, proche de Pierre Moscovici.

Que deviendront ces quelques acquis en cas d'échec sur le dossier Florange ? François Hollande attend de nouvelles propositions de la part d'ArcelorMittal, mais jusqu'où le chef de l'Etat est-il réellement prêt à aller ? Interrogé sur le risque de décevoir après avoir suscité tant d'espoirs, Arnaud Montebourg préfère éloigner ce danger. D'abord il assure : « J'ai bien l'intention d'y arriver. » Et cite le Cid : « Nous partîmes 500 mais, par un prompt renfort... » Puis, un peu plus tard, il lance : « Il n'y a qu'une seule infailibilité, elle est pontificale. » Comme si se battre était, parfois, plus important que gagner... Ce n'est pas l'avis des sidérurgistes de Florange. « On a été le cauchemar de Sarkozy. Si le gouvernement fait marche arrière face à Mittal, on sera le cauchemar de Hollande », prévient Edouard Martin de la CFDT.

Florange : l'Etat chercherait un compromis avec Lakshmi Mittal ; SHARON WAJSBROT, 612 mots, 30 novembre 2012, Les Echos.fr

Pour éviter de nationaliser Florange, l'Etat serait à la recherche d'un compromis qui convienne aux deux parties. Mais pour trouver un terrain d'entente, les négociations pourraient se prolonger jusqu'à samedi voire dimanche. L'Etat mettrait tout en oeuvre pour trouver une alternative à la nationalisation du site lorrain. Deux hypothèses s'éloignent donc sur l'avenir de Florange : ArcelorMittal ne semble pas disposé à céder son usine et l'Etat peu enclin à exécuter les menaces proférées par Arnaud Montebourg. « Entre les deux hypothèses, c'est une troisième voie qui est recherchée », indique une source proche du dossier, citée par l'AFP. Reste qu'en dernier instance, il appartient à François Hollande de décider de l'avenir de Florange. Les négociations pourraient vraisemblablement se prolonger au-delà de la date butoir, voire tout au long du weekend. « C'est probablement pour samedi », a indiqué une source proche des négociations, citée par l'AFP. Interrogé par Les Echos, ArcelorMittal confirme que les négociations se poursuivront jusqu'à ce que « l'issue proposée soit acceptable par les deux parties ». Toutefois, le groupe reste ferme sur le délai accordé et n'entend pas, pour l'instant, jouer les prolongations.

La ligne fixée par l'Elysée mardi n'a donc pas changé, malgré les difficultés à trouver un terrain d'entente. En début de semaine, la présidence faisait savoir par communiqué que : les discussions devaient se poursuivre avec le sidérurgiste « jusqu'au terme du délai qui avait été convenu pour trouver un éventuel repreneur », soit le premier décembre. Pour sauver les deux derniers hauts-fourneaux lorrains, condamnés à fermer, Arnaud Montebourg avait demandé au numéro un mondial de l'acier de les mettre en vente, fin septembre. Requête accordée, puisque le ministre a eu deux mois pour trouver un éventuel acquéreur. Mais faute de candidats à la reprise, le ministre a demandé davantage : la mise en vente de l'intégralité du site, sous peine de le nationaliser. Depuis lors, l'Elysée a pris la main et tente de négocier une sortie de crise avec le PDG d'ArcelorMittal.

Un consortium d'industriels. Dans le cas, de moins en moins probable, où l'Elysée déciderait d'arbitrer en faveur d'une nationalisation du site, un repreneur serait toujours en lice. Plusieurs sources concordantes en Lorraine évoquent un « consortium d'industriels » chargés d'assurer la reprise. Selon le ministre du Redressement productif, le montage financier, juridique et industriel est « prêt » et le repreneur engagé dans les négociations serait disposé à investir jusqu'à 400 millions d'euros dans les installations à rénover. Suspendu au verdict, les représentants des salariés de Florange ont décidé de rester aux premières loges jusqu'à vendredi matin, sous les fenêtres du ministère, à Bercy. Arnaud Montebourg, qui leur a assuré que l'Etat nationalisera le site, dans le cas où Lakshmi Mittal ne ferait pas machine arrière, leur a rendu visite, afin de leur donner davantage de détails sur les prochaines échéances : « Il pense que ça ne sera pas aujourd'hui, qu'il y a plus de probabilité que ce soit demain », a précisé Edouard Martin, de la CFDT. Pourtant le ministre avait bien peu d'arguments pour les rassurer sur l'avenir du site : « Il n'a fait aucune déclaration, sinon que le dossier est sur le bureau de l'Elysée et que c'est le président de la République seul qui prendra la décision », a ajouté le syndicaliste, sur la route du retour vers la Moselle.

La méthode Montebourg désavouée, Cyrille Pluyette; 3 décembre 2012, Le Figaro

« J'ai décidé de rester à mon poste de travail et de combat. » Arnaud Montebourg ne démissionnera pas du gouvernement, malgré un échec cuisant. Son projet de nationalisation temporaire du site d'ArcelorMittal à Florange, qu'il avait brandi avec tant de force, a été écarté par Jean-Marc Ayrault. Pire, l'entourage du premier ministre a estimé que le repreneur évoqué pour prendre le relais de l'État n'était pas « solide ». L'épilogue est d'autant plus douloureux pour le ministre du Redressement productif qu'il rêvait d'arracher une première victoire symbolique, après six mois à son poste. Jamais il n'avait pris autant de risque. Jamais il n'avait suscité autant d'espoir chez les salariés. Après ce nouvel aveu d'impuissance, c'est toute sa méthode, faite de menaces et de déclarations enflammées, qui est remise en cause. Beaucoup, comme Alain Juppé, l'accusent d'être un ministre « dangereux », qui « effraie » les investisseurs étrangers, au moment où le gouvernement cherche à les attirer. Il agace même au sein du gouvernement. « Ses outrances et ses moulinets causent un grave dommage à la parole politique », estime un proche de François Hollande. Même si pour d'autres, il est « dans son rôle », en « tirant la sonnette d'alarme » pour défendre l'industrie française, comme l'estime ce patron de gauche. Une chose est certaine, Arnaud Montebourg a fait jusqu'ici beaucoup de bruit pour pas grand-chose. PSA Peugeot Citroën n'a rien changé ou presque à son plan de 8 000 suppressions de postes, et l'usine d'Aulnay fermera comme prévu. Il ne peut revendiquer qu'une seule réelle avancée : la réduction du plan social du laboratoire pharmaceutique Sanofi ramené, après intervention de l'Elysée, à 900 personnes. Mais le sort du site de Toulouse, qui a été retiré du plan, n'a pas été réglé. « C'est vrai qu'une réussite sur un dossier de reprise, ce serait bien. Car il se démène beaucoup », confiait récemment un proche collaborateur.

Tous ses interlocuteurs reconnaissent au bouillant ministre qu'il « mouille la chemise ». Il se fait d'ailleurs une très haute idée de sa mission. « Notre pays est en ruine : 750 000 emplois industriels ont été détruits en dix ans. Nous sommes les reconSTRUCTEURS de l'industrie. C'est un chantier passionnant, mais il faut se lever tôt et se coucher tard. » Pour l'heure, son volontarisme s'est heurté à la réalité économique. Il a envisagé que PSA puisse être un « malade imaginaire », avant de devoir reconnaître la gravité de l'état de santé du constructeur. Sur le dossier ArcelorMittal, il n'a pas réussi à forcer le sidérurgiste à vendre la partie rentable du site de Florange. Six mois au pouvoir auraient pu l'assagir. Au contraire. À mille lieux du ton feutré de Bercy, le chantre de la démondialisation veut « exprimer les choses avec la même force qu'auparavant ». Arnaud Montebourg, qui estime qu'il faut « tordre le bras des entreprises », revendique son interventionnisme et salue le retour de « l'État pilote ». Son antienne : il faut « limiter les licenciements abusifs » et remettre dans le droit chemin les « actionnaires qui ont détruit les entreprises pour faire du profit », de façon à privilégier l'investissement. Sa légitimité à se mêler de stratégie des entreprises ? Il la

tient du « peuple français », rétorque avec superbe celui que Pierre Moscovici, le ministre de l'Économie, dont le bureau est situé quelques étages plus haut à Bercy, appelle le « camarade du troisième ».

C'est aussi au nom du peuple qu'il remet à leur place les puissants. Ce petit-fils d'un boucher charcutier de Saône-et-Loire, comme il le rappelle à ceux qui raillent ses intonations aristocratiques, ne regrette pas d'avoir « sermonné la famille Peugeot, qui a fait des bêtises » et prône un « renouvellement complet » du conseil de surveillance de PSA. Parmi les patrons, il y a « les bons, les mauvais, les patriotes et les non-patriotes ». Il entend le dire, à la manière d'un maître d'école. « Je suis un distributeur de baffes et de légions d'honneur », plaisante-t-il en recevant Le Figaro. Il n'a pas la « bruxellose ». La famille Mittal ? « Ce sont des gens qui ne sont pas à la hauteur de leur métier. » Le groupe est « mal géré et surendetté » et se « comporte en prédateur ». « C'est un très mauvais partenaire pour l'Europe et pour nous », s'emporte-t-il. Le ministre s'insurge aussi contre le plan social de Sanofi : un « vrai scandale ». Et a des mots très durs sur Charles Doux, le patron du volailler du même nom, qu'il accuse d'avoir « privilégié » son « sort personnel » plutôt que la survie de l'entreprise. Arnaud Montebourg est en combat permanent. À l'Assemblée nationale, au Sénat, ou lors de ses déplacements sur le terrain. Après une visite du Ceti, le Centre européen des textiles innovant, près de Lille, l'avocat se laisse entraîner par sa fougue devant quelques dizaines de personnalités locales. Il cite pêle-mêle l'art de la guerre de Sun Tzu, érige Barack Obama en modèle - « Regardez ce qu'il a fait et mettez la France à la place », confirme qu'il n'a pas la « bruxellose », fustige les banques qui ne « font pas leur travail », avant de conclure, théâtral : « Vive le Ceti, vive la région du Nord et ses élus, vive la République, et vive la France ! »

Sa stratégie, payante pendant la primaire socialiste, consiste à alimenter sans cesse le débat. Pas un jour ne passe sans qu'on ne parle de lui. Il fait le voyage en Libye pour trouver des repreneurs à Petroplus, est l'un des seuls à gauche à défendre le gaz de schiste et le nucléaire, accuse le constructeur coréen Hyundai de « dumping social », pose en marinière « Made in France » à la une d'un magazine... « Vous n'imaginez pas l'impact qu'a eu cette photo, cela correspond à un besoin profond, celui de se redresser », s'exclame Montebourg qui dit admirer Jean-Pierre Chevènement et vante les qualités de « grand communicant » du général de Gaulle. « C'est quelqu'un d'extrêmement énergique, qui fait avancer les dossiers. Mais il faut le canaliser », reconnaît un conseiller. Beaucoup le soupçonnent d'être un agitateur, mais « il a des convictions, une colonne vertébrale. Ses déclarations plaisent ou pas, mais elles portent sur le fond », estime un patron. Ces dernières semaines, Arnaud Montebourg a voulu montrer qu'il n'était pas un simple « pompier » face à la flambée des plans sociaux, mais avait joué un rôle dans l'élaboration du « pacte de compétitivité ». Même si le premier ministre a écarté sa proposition de demander des contreparties aux entreprises contre des allègements de charges. Il aimerait convaincre que ce « sont les deux faces d'une même politique ». « C'est ma façon de réconcilier l'hémisphère droit et l'hémisphère gauche », affirme-t-il en mimant l'idée dans un geste comique. Car cet homme a deux visages. « Dans le même dîner, il est capable d'être extrêmement dur avec tel ou tel patron, puis de retourner complètement l'auditoire, parce qu'il aura pris des positions pro-industrielles et défendu les marges des entreprises », raconte un patron. Dernièrement, avant la semaine folle de l'affaire Mittal, il était en train de gagner en crédibilité. « Il a des idées à peu près saines. Et il a compris que nous étions dans le même bateau », reconnaît-on chez PSA. Lui n'en démord pas. « C'est à la fin de la foire qu'on compte les bouses », aime à répéter l'ancien député de Saône-et-Loire, qui donne rendez-vous dans cinq ans. Pas sûr que les Français se montrent si patients.

Nationaliser Florange, Sarkozy y a pensé, Gabriel Vedrenne, 408 mots, 8 décembre 2012, Europe1.fr

"Quelques mois avant les présidentielles, François Baroin, à la demande de Nicolas Sarkozy, a clairement fait réfléchir sa direction du Trésor à une nationalisation partielle du site élargi de Florange", a assuré l'ancien ministre français des Finances Thierry Breton, samedi matin sur Europe 1. Une solution dénoncée par l'UMP, et notamment par Jean-François Copé, qui a assuré vendredi : "ma position personnelle est qu'une nationalisation ne correspond pas à une solution viable.(...) On n'a pas le premier euro pour financer une nationalisation et ce n'est pas parce que l'Etat va se substituer à une entreprise qu'il fera mieux".>> A LIRE AUSSI : Florange : Mittal promet (encore)Une nationalisation légitime "en dernier recours"

Thierry Breton, qui se trouvait à Bercy quand Mittal a lancé son OPA hostile sur Arcelor en 2006, a précisé que François Baroin l'avait "autorisé" à parler de cette réflexion lancée par le gouvernement précédent. Selon Thierry Breton, lorsque l'Etat "voit une entreprise sur son territoire, qui emploie 20.000 personnes (...) et qui est reléguée en catégorie hautement spéculative, il est fondé, en dernier recours et sur un périmètre viable (...) à se donner du temps et à nationaliser de façon partielle". "D'autres pays l'utilisent". Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a écarté il y a une semaine la nationalisation du site de Florange, comme le préconisait son ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui avait rencontré auparavant Thierry Breton pour parler de cette possibilité. "Dans les propos que nous avons échangés, j'ai rappelé tout simplement que la nationalisation fait partie de notre arsenal juridique et que, finalement, d'autres pays l'utilisent", a déclaré l'ancien ministre des Finances, en allusion à l'intervention des Etats-Unis pour empêcher la faillite de General Motors en 2009. "Il ne faut pas nous désarmer. Nous ne devons pas être des naïfs", a-t-il insisté, "la mondialisation, c'est aussi se donner des moyens de pouvoir faire respecter la parole publique". Le site sidérurgique de Florange fut l'un des points chauds de la campagne de l'élection présidentielle au printemps, avec deux images fortes: le candidat Hollande haranguant du haut d'un camion les métallos désespérés et des manifestants devant le QG du candidat Sarkozy.>>

Florange: une note de Bercy valide la faisabilité d'une nationalisation (Canard Enchaîné), 384 mots, 11 décembre 2012, AFP

La nationalisation du site sidérurgique de Florange, écartée par le gouvernement, était tout à fait réalisable juridiquement, selon une note du service des affaires juridiques de Bercy, citée par le Canard Enchaîné à paraître mercredi. Le choix de ne pas nationaliser le site d'ArcelorMittal, fait par Matignon, a mis à jour des divergences dans le gouvernement, notamment entre le Premier ministre et le ministre du Redressement Arnaud Montebourg, partisan de la nationalisation et destinataire final de la note citée par l'hebdomadaire. Une source à Matignon avait qualifié de "juridiquement hasardeux" et "économiquement instable", un scénario de nationalisation, qui a fait l'objet d'études approfondies des services du ministère de l'Économie, en partie révélées par le journal satirique.

Dans un note de 10 pages sur "l'appropriation juridique par l'Etat du site industriel de Florange", la directrice de affaires juridiques du ministère de l'Économie Catherine Bergeal, juge que "la nationalisation semble l'outil le plus adapté" et que la "sauvegarde de l'emploi peut être invoquée pour justifier la mesure", écrit le Canard Enchaîné. Cet argument "serait très vraisemblablement suffisant pour que le Conseil constitutionnel ne conteste pas ce que le législateur a décidé de considérer comme étant d'intérêt général", explique la juriste. "Le risque d'assimilation de la nationalisation à une aide d'Etat (qui contreviendrait au droit européen, ndlr) paraît faible", selon la note. D'après le journal, des études ont également été conduites sur le coût d'une telle opération pour l'Etat par le Fonds stratégique d'investissement (FSI) sous le nom de "projet Séraphin". Les estimations "ne dépassent guère le demi-milliard d'engagement direct pour l'Etat", affirme le journal,

alors que Matignon et l'Élysée avaient évoqué le chiffre d'un milliard d'euros. Le journal mentionne trois noms d'investisseurs privés potentiels: Bernard Serin (président du FC Metz et président de CMI, groupe notamment spécialisé dans la sidérurgie) et le groupe sidérurgiste russe Severstal, déjà révélés dans la presse, ainsi que le groupe suisse Duferc. "Le business plan prévoit un désinvestissement progressif, c'est-à-dire une privatisation étape par étape, qui doit permettre au Trésor de rentrer dans ses frais", poursuit le Canard.

Portrait ; QUI EST VRAIMENT ARNAUD MONTEBOURG, PAR CHRISTOPHE BYS ET SOLÈNE DAVESNE 25 octobre 2012, L'Usine Nouvelle

Le ministre du Redressement productif est un solitaire. Fonceur et bagarreur, cet homme complexe dérouté la communauté industrielle. Journée difficile ! Dans la voiture de première classe du TGV qui le ramène vers Paris, ce 27 septembre, le ministre du Redressement productif a les traits tirés. Un peu plus tôt, sur le perron de la mairie de Florange (Moselle), il n'avait pas grand-chose à annoncer. Face à la décision d'ArcelorMittal de fermer ses hauts-fourneaux, la volonté d'Arnaud Montebourg de trouver un repreneur est loin d'avoir convaincu les ouvriers. Ils l'ont hué. « Est-ce que mon discours était clair ? » demande-t-il en se tournant vers son chef de cabinet. Il a reçu un SMS de sa compagne, la journaliste Audrey Pulvar, qui l'a trouvé confus. Inquiet, il ajoute : « Il faut être honnête avec ces ouvriers et ne pas donner de faux espoirs. »

(...) À Florange, il a fait le déplacement avec une pochette bleue qu'il agite à l'envi. Elle contient sa proposition de loi, rédigée pendant l'été, sur la cession des sites industriels rentables. Qu'importe si Matignon freine des quatre fers. « Arnaud Montebourg n'aime pas l'establishment. Il a un côté "think different" à la Steve Jobs », décrypte Jean-Yves Hepp, le président fondateur d'Unowhy, qui a relocalisé la production de sa tablette électronique Qooq en Saône-et-Loire, le département d'élection du ministre. (...) Le pire ennemi du ministre du Redressement productif, c'est encore Arnaud Montebourg. Stéphane Israël a été recruté pour diriger son cabinet et pour le surveiller de près. Entre eux, c'est devenu un jeu. Le ministre lui a d'ailleurs trouvé un surnom, « Bâle III », en référence aux normes prudentielles instaurées pour réduire le risque dans le secteur bancaire. Mais son garde-fou n'a pas pu empêcher les piques contre la famille Peugeot. Parti pour séduire les patrons, il n'a réussi qu'à les braquer contre lui. Officiellement, Arnaud Montebourg ne regrette pas ses propos, même s'il a baissé le ton depuis la rentrée. Récemment, ses critiques contre les hauts fonctionnaires de la direction du Trésor ont fait grincer des dents. Attaquer la toute puissante direction de Bercy, qui contrôle le chiffrage des projets de réforme, n'est pas la meilleure façon d'imposer son agenda politique. « Sa facilité de verbe peut être contre-productive », analyse son ami Thierry Mandon, député socialiste de l'Essonne qui le côtoie depuis Sciences Po. Quant à sa saillie contre Pierre Moscovici, surnommé au début de l'été « le ministre d'en haut », elle est restée en travers de la gorge de son collègue de Bercy. À force de ne pas rentrer dans le moule, Arnaud Montebourg prend le risque de se marginaliser. Ainsi, ses relations avec le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ont toujours été tendues. De son côté, Michel Sapin, le ministre du Travail, n'a pas apprécié de découvrir dans les médias le projet de proposition de loi sur la vente des sites rentables, qui torpillait les négociations sociales en cours.

Florange : note utile contre Matignon, Luc Peillon, 13 décembre 2012, Libération

Dans le cas d'ArcelorMittal, la nationalisation était « l'outil le plus adapté », selon une étude. Trop compliqué, trop cher, trop risqué : tels étaient les arguments de Matignon pour repousser le projet de nationalisation du site ArcelorMittal de Florange, en Moselle. « Une loi de nationalisation, c'est long, il y a des risques de contentieux, Mittal ne se serait pas laissé faire », disait ainsi l'entourage de Jean-Marc Ayrault, le 4 décembre, pour mieux vendre sa propre solution (l'abandon des hauts fourneaux) contre le projet de nationalisation du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg. Et d'avancer également, à l'époque, le coût exorbitant d'une telle opération : 1 milliard d'euros, dont 600 millions à la charge de l'État.

Tableau. Or, selon le Canard Enchaîné et le Monde, l'option nationalisation n'était pas si dispendieuse ni acrobatique juridiquement que Matignon le prétend. Une note signée par la responsable des affaires juridiques de Bercy, Catherine Bergeal, et dévoilée par les deux titres dresse un tout autre tableau de l'opération. Considérant la nationalisation comme « l'outil le plus adapté », la juriste estime ainsi que l'argument de la « sauvegarde de l'emploi » peut être invoqué et « serait très vraisemblablement suffisant pour que le Conseil constitutionnel ne conteste pas ce que le législateur décide de considérer comme étant d'intérêt général ». Pas d'obstacle, non plus, au plan européen, « le risque d'assimilation de la nationalisation à une aide d'État paraissant faible ». Quant à la question du périmètre - Matignon considérant qu'une nationalisation ne peut être utilisée que pour un groupe dans son ensemble, voire une filière entière - Catherine Bergeal répond au contraire que la démarche « peut ne concerner qu'un bien ou un établissement ».

Sur le volet financier, enfin, le coût pour les finances publiques serait inférieur aux chiffres distillés par l'entourage de Jean-Marc Ayrault. Intitulée « projet Séraphin » et datée du 28 novembre, une note réalisée par le Fonds stratégique d'investissement concluait ainsi que « 410 millions d'euros d'argent public auraient au maximum été mobilisés », contre les 600 millions avancés par Matignon. Fonds propres. Car si le financement total aurait bien été de 1,1 milliard sur la période 2013-2015, seuls 630 millions auraient dû être avancés en fonds propres, le reste (470 millions) pouvant être financé par endettement. Et sur les 630 millions, 220 auraient été apportés par les repreneurs (Serin, Dufenco et Severstal). Restait donc un peu plus de 400 millions d'argent public à déboursier, que l'État aurait pu récupérer, à terme, en privatisant ensuite sa participation.

« PERTE DE CONFIANCE », 14 décembre 2012, La Tribune Hebdomadaire

C'est ce qu'Arnaud Montebourg a exprimé à son directeur de cabinet, Stéphane Israël. À propos de Florange, bien sûr. Le ministre du Redressement productif pense que son directeur de cabinet a négocié « l'accord » avec Lakshmi Mittal et Matignon, sans lui en parler. Pour l'instant, afin de ne pas ajouter au bazar actuel sur le dossier, Stéphane Israël reste en poste. Mais Arnaud Montebourg lui aurait fait comprendre qu'il fallait qu'il se trouve, à court terme, un autre emploi. Comme le dit un de ses rares proches à Bercy : « Arnaud a découvert que, pendant au moins les deux derniers jours avant les annonces, la décision avait été prise contre lui et qu'il n'en savait rien. Il est même parti sur le terrain pour une visite d'entreprise avec François Hollande, qui ne lui a rien dit de la décision ».